

*Je l'ai*

## Taches des services géographiques de la DGCI dans la mise en place et l'exécution d'un projet.

- Recevoir de l'Attaché un dossier complet comprenant :
  - La requête locale ;
  - L'identification ;
  - Le projet de convention spécifique ;
  - L'offre de prix de la CTB pour la formulation.
- Vérifier que l'identification soumise comprend bien tous les items nécessaires *cf doc 1* pour permettre la signature d'une convention spécifique engageant financièrement l'Etat belge. Si le dossier ne répond pas aux exigences fixées, le renvoyer à l'Attaché.
- Demander un numéro d'intervention et établir les fiches prévisionnelles requises.
- Préparer une note soumettant à l'accord des autorités budgétaires et de l'organe décisionnel le dossier préparé par l'Attaché.
- Répondre à toutes questions nécessitées par l'avancement du dossier.
- Notifier à l'attaché l'accord ou le désaccord de l'organe décisionnel
- *(demander les pleins pouvoirs)*
- Notifier à la CTB un exemplaire de la convention spécifique signée
- *(après approbation du DTF par la SMCL, demander les PP sur le texte de l'échange de lettres annexant le DTF à la CS)*
- faire signer la convention de mise en œuvre
- notifier la convention de mise en œuvre signée à la CTB avec copie à l'attaché
- suivre, par l'analyse des données inscrites dans la base de données de la CTB, la conformité de l'avancement du projet par rapport au planning initial.
- Effectuer des contrôles aléatoires sur le respect par la CTB du dossier technique et financier tout au long du projet par des contrôles de facturation et par des visites sur le terrain.
- Traiter des prolongations éventuelles mais déconseillées
- Réception définitive du projet à l'issue et octroi d'un quitus à la CTB

*Cogel*

*SMCL budget*

Étapes du circuit Identification - Formulation - Mise en Oeuvre d'une Prestation classique et responsabilités des différents acteurs impliqués après l'approbation du PIC	LOCAL						CENTRAL			Commentaires
	Autorité du pays partenaire	Comité de partenaires	SMCL	Ambassade de Belgique	Représentant résident CTB	Unité d'exécution de la prestation	Autorité décisionnelle belge	DGCD Bruxelles	CTB Bruxelles (*)	
<b>Identification (Art. 4)</b>										
1. Envoyer la requête de coopération										
2. Analyser la recevabilité de la requête de coopération + prise de décision										
3. Acter la recevabilité										
4. Décider des études complémentaires d'identification (s'il y a lieu)										
- Réaliser les études complémentaires d'identification par pays partenaire										Attention ! Les allocations de base au delà de 1.25 MIO BEF
- Réaliser les études complémentaires d'identification par allocation de base										
- Réaliser les études complémentaires d'identification par FEE										Attention ! Décision concernant modes d'exécution. Préalables !
5. Approuver le document de l'identification										
6. Envoyer la requête officielle de mise en oeuvre (s'il y a lieu) du projet/programme										
7. Rédiger et négocier le projet de convention spécifique (CS)										Adressée à la CTB au niveau de son bureau de Représentation
8. Envoyer la demande d'offre de prix pour la formulation										Adressée à l'Attaché
9. Soumettre l'offre de prix pour la formulation										Adressée à la DGCD Bruxelles
10. Soumettre de façon dûment motivée le projet de CS, le dossier d'identification et l'offre de prix pour la formulation										En cas de dossier non conforme, renvoi à l'Attaché
11. Analyser le projet de CS, le dossier d'identification et l'offre de prix pour la formulation										Approbation par qui de droit après avis de l'IF
12. Approuver le projet de CS, le dossier d'identification et l'offre de prix pour la formulation										Adressée à l'Attaché
13. Communiquer la décision d'approbation et demander la signature de la CS										Pour la Belgique: Ambassadeur ou autorité politique
14. Signer la CS										Adressée à la CTB au niveau de son bureau de Représentation
15. Envoyer la CS signée à la DGJ avec copies à la DGCD et à la CTB										
(*) Les services compétents de la DGCD ou de la DGJ peuvent venir en appui aux Attachés, à la demande de ces derniers.										
(*) *: Les appuis et avis seront fixés par une règle interne à la CTB.										
										Décision
										Appui
										Avis

Étapes du circuit Identification - Formulation - Mise en Oeuvre d'une Prestation classique et responsabilités des différents acteurs impliqués après l'approbation du PIC	LOCAL						CENTRAL			Commentaires
	Autorité du pays partenaire	Comité de partenaires	SMCL	Ambassade de Belgique	Représentant Résident CTB	Unité d'exécution de la prestation	Autorité décisionnelle belge	DGCD Bruxelles	CTB Bruxelles (*)	
<b>Formulations (Art. 5)</b>										
16. Notifier à la CTB la CS signée, le dossier d'identification approuvé et l'accord sur l'offre de prix pour la formulation										Notification adressée au siège de la CTB
17. Installer formellement la SMCL										Obligatoirement en coopération étroite avec le pays partenaire
18. Rédiger le rapport de la formulation, y inclus le projet de Convention de mise en oeuvre (CMO)										
19. Présenter le DTF à la SMCL en vue de l'approbation par les Parties et prévoir la date de démarrage du projet/programme										
20. Notifier à la CTB l'approbation du rapport de formulation										
21. Procéder à l'approbation formelle du DTF par les Parties, et l'adopter à la convention initiale par échange de lettres										Adressée à la CTB au niveau de son bureau de Représentation
22. Demander la mise en oeuvre de la prestation										
23. Signer la CMO										
24. Informer le pays partenaire de la signature de la CMO (s'il y a lieu)										
<b>Mise en Oeuvre (Art. 6)</b>										
25. Ouvrir le(s) compte(s) en régie/co-gestion										
26. Exécuter le projet/programme										
27. Assurer le suivi de l'exécution du projet/programme										
28. Elaborer les rapports périodiques (exécution et suivi-évaluation)										
29. Elaborer le rapport final de prestation										
30. Approuver les rapports (exécution, suivi-évaluation, final)										
31. Clôturer la prestation										
(*) Les services compétents de la DGCD ou de la DGJ peuvent venir en appui aux Attachés, à la demande de ces derniers.										
(**) : Les appuis et avis seront fixés par une règle interne à la CTB.										
										Décision
										Appui
										Avis

<b>Identification/Formulation – Document de travail approuvé – 18/2/2003</b>
--

**En cas de nouveau Projet ou Programme (sous forme de Régie ou de Cogestion) :**

**1. Le document de l'identification d'une prestation doit comprendre les éléments essentiels suivants :**

- 1.1. L'examen du contexte politique, social et économique de la prestation ;
- 1.2. L'exposition de la pertinence de la prestation dans le cadre de la politique de développement selon les critères internationaux (y compris les indicateurs du Millennium Goals et les critères du CAD) ;
- 1.3. Une analyse participative des problèmes ;
- 1.4. Une analyse participative des objectifs ;
- 1.5. L'objectif global ;
- 1.6. L'objectif spécifique ;
- 1.7. La présentation motivée du choix des groupes bénéficiaires visés et des partenaires institutionnels locaux ;
- 1.8. Le choix motivé de la stratégie développée ;
- 1.9. La localisation de la prestation ;
- 1.10. Les préalables à la mise en œuvre ;
- 1.11. Les suppositions principales dont la matérialisation hypothéquerait la mise en œuvre de la prestation, en ce compris l'analyse du risque ;
- 1.12. L'estimation de la durée de la prestation ;
- 1.13. Les apports financiers et humains attendus de chacun des deux gouvernements ;
- 1.14. L'estimation du coût global de la prestation (coût de la formulation à charge de la contribution belge inclus).

**Note :** Pour les Projets ou Programmes en cours et qui nécessitent une prolongation ou une actualisation des données, l'identification doit veiller à ne pas alourdir les travaux par des études sans caractère opérationnel ou qui n'énoncent que des éléments déjà connus grâce à des activités antérieures (en d'autres termes, il s'agira de distinguer les opérations à reprendre du dossier initial des nouvelles opérations à réaliser).

**2. Le rapport de formulation d'une prestation doit comprendre les éléments suivants :**

- 2.1. La validation des données présentées dans le document de l'identification et, le cas échéant, leur actualisation, particulièrement en ce qui concerne l'analyse du risque ;
- 2.2. Le cadre logique de l'intervention ;
- 2.3. Le DTF sur base de ce cadre logique de l'intervention :
  - planification axée sur les résultats des activités de la prestation en concordance avec le calendrier de la planification budgétaire
  - affectation des ressources financières et humaines prévues par les deux gouvernements
  - les modalités d'exécution des contributions respectives des deux pays.
- 2.4. Le projet de convention de mise en œuvre (CMO)

# **CONVENTION SPECIFIQUE**

entre

**LE ROYAUME DE BELGIQUE**

et

***LA RÉPUBLIQUE DU NIGER***

**relative au *projet OU* programme de coopération**

« ..... »

Le Royaume de Belgique, d'une part

et

la République du Niger, d'autre part,

Ci-après dénommés « les Parties » ;

Considérant les relations d'amitié et de solidarité existant entre les deux Etats;

*Vu la Convention (Générale) de Coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Niger, signée à ... .., le ... .. ;*

**conviennent des dispositions suivantes**

#### **ARTICLE 1 - Objet de la convention.**

Par la présente Convention spécifique, les Parties s'engagent à financer la formulation et l'exécution du *projet OU programme* « ..... », ci-après dénommé « le *projet OU programme* », dont les objectifs sont les suivants :

**L'objectif global est:** « ..... ».

**L'objectif spécifique est:** « ..... ».

#### **ARTICLE 2 – Responsabilités des Parties.**

2.1. La Partie nigérienne désigne le/la ..... , ci-après dénommé(e) « ..... », comme entité responsable de l'exécution du *projet OU programme*. Il/elle se fait assister par .....

La Partie nigérienne désigne ....., ci-après dénommé(e) « ..... », comme entité responsable du suivi financier de l'exécution du *projet OU programme*.

2.2. La Partie belge désigne la Direction Générale de la Coopération au Développement, ci-après dénommée « DGCD », du Service public fédéral (SPF) "Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement", comme entité administrative et financière responsable de sa contribution au *projet OU programme*.  
La DGCD est représentée au Niger par l'attaché de la Coopération au Développement à Niamey.

- 2.3. La Partie belge confie la réalisation de ses obligations pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi du *projet OU programme* à la « Coopération Technique Belge », société anonyme de droit public belge à finalité sociale, ci-après dénommée « CTB ». (*indiquer l'appellation utilisée pour la convention générale ou par l'échange de lettres introduisant la CTB dans le pays*);  
La CTB est représentée au Niger par son représentant résident à Niamey.

### ARTICLE 3 – Coût du *projet OU programme*.

Le coût total du *projet OU programme*, y compris les frais de formulation s'élevant à ....., a été estimé à ..... EUR (équivalent à ... [*montant en monnaie locale*] à la date de signature de la présente convention), dont :

[*montant équivalent en monnaie locale*] à .....EUR à la date de signature à charge de la Partie nigérienne  
et  
[*montant*] EUR (équivalent à ... en monnaie locale à la date de signature de la présente convention) à charge de la Partie belge.

### ARTICLE 4 – Approbation du Dossier technique et Financier (DTF).

- 4.1. Les Parties conviennent de confier à la CTB, sur financement belge, la formulation du projet (programme). Celle-ci comportera notamment la constitution du Dossier Technique et Financier (DTF) établissant les résultats intermédiaires à atteindre, les activités à réaliser, la ventilation précise de la contribution de chacune des Parties ainsi qu'un chronogramme concordant des réalisations et des décaissements.  
Outre le DTF proprement dit, ce rapport analysera les risques et suppositions auxquels pourraient se voir confrontée la bonne réalisation du projet (programme).  
La CTB déposera son rapport dans les x mois de la signature de la présente convention.
- 4.2. Après son approbation par les Parties, le DTF sera joint à la présente convention par un Echange de lettres .
- 4.3. Au cas où l'une des parties estimerait que la formulation susdite remet en question la bonne exécution du projet telle que décrite dans le rapport d'identification, elle informera l'Autre Partie de son souhait de modifier ses engagements, dans les soixante (60) jours suivant la réception de l'avis de la Structure mixte de concertation locale créée en vertu de l'Article 6 ci-après.

### ARTICLE 5 - Obligations des Parties.

Chacune des Parties s'engage à prendre en temps voulu les dispositions institutionnelles, administratives et budgétaires nécessaires pour remplir les obligations souscrites dans la présente convention.

### 5.1. Contribution nigérienne

La contribution de la Partie *nigérienne* visée à l'art 3.1 couvrira essentiellement des coûts de personnel, de fonctionnement et de mise à disposition des infrastructures. Si les taxes ou charges sont exigibles selon la législation *nigérienne*, elles seront prises en charge par la Partie *nigérienne*, en application de l'article 8 ci-dessous.

### 5.2. Contribution belge

La contribution de la Partie belge visée à l'article 3.1 couvrira essentiellement les activités inhérentes à l'atteinte de l'objectif spécifique et sera mise à disposition du *projet OU programme* sous forme de contribution financière non remboursable, de prestations en personnel et expertise internationale, et de bourses de formation.

Ces différents apports seront fournis au *projet ou programme* par l'intermédiaire de la CTB en exécution d'une convention conclue avec la CTB en application de l'article 2.3.

## ARTICLE 6 - Structure mixte de concertation locale (SMCL) du *projet OU programme*

### 6.1. Compétences et attributions de la SMCL

Les Parties conviennent de créer, dès la signature de la présente convention une structure mixte de concertation locale (SMCL) (*un ...*) pour :

- Examiner le DTF avant son approbation par les Parties ;
- mettre en place les structures d'exécution du projet ;
- superviser l'exécution des engagements pris par les Parties ;
- apprécier l'état d'avancement du *projet OU programme* et de l'atteinte de ses résultats sur la base des rapports d'exécution du *projet OU programme* ;
- approuver les plans d'activités du *projet OU programme* ;
- approuver les ajustements ou les modifications éventuels des résultats intermédiaires, tout en respectant l'objectif spécifique et l'enveloppe budgétaire fixés par la présente Convention et en veillant à la faisabilité de l'ensemble des actions ;
- faire des recommandations aux autorités compétentes des deux Parties ;
- résoudre tout problème de gestion des ressources humaines, évaluer conjointement la compétence et les prestations des différents personnels mis à disposition du *projet OU programme* et prendre toutes mesures d'encouragement ou de correction nécessaires ;
- résoudre, pour le bon déroulement du *projet OU programme*, tout problème de gestion qui se poserait, relatif aux ressources financières ou matérielles ;
- approuver le rapport final et clôturer le *projet OU programme* ;

### 6.2. Composition (*liste à définir au moment de l'identification*)

La SMCL est composée:

- du représentant de l'entité(s) administrative(s) de tutelle citée(s) à l'art. 2.1, président ;
- de l'attaché de la Coopération au Développement visé à l'art. 2.2,
- de l'ordonnateur du *projet OU programme* visé à l'art. 7.2.1 ;



- du représentant de .....;
- du représentant résident de la CTB visé à l'art. 2.3 , co-ordonnateur du *projet OU programme*;
- ou de leurs délégués respectifs ;

La SMCL peut inviter, en qualité d'observateur ou d'expert, toute personne qui apporte une contribution au *projet OU programme*.

### 6.3 Organisation des réunions.

*Le/la* ..... (SMCL) établit son règlement d'ordre intérieur dans le respect des autres dispositions de la présente convention.

*Le/la* ..... (SMCL) est convoqué et présidé par .... ou son délégué.

*Le/la* ..... (SMCL) se réunit ordinairement chaque semestre sur invitation de son président ou de façon extraordinaire à la demande d'un membre.

*Le/la* ..... (SMCL) prend ses décisions selon la règle du consensus

Chaque réunion fait l'objet d'un procès-verbal signé par tous les membres.

La SMCL tient également une réunion au plus tard trois mois avant la fin des activités du *projet OU programme* afin d'examiner la proposition de rapport final rédigé selon les normes de la CTB.

## ARTICLE 7 – Modalités générales de mise en œuvre de la contribution des Parties.

### 7.1. Contribution financière belge non remboursable

§1 Cette contribution financière destinée à financer les activités du *projet OU programme* sera cogérée par un ordonnateur *nigérien* chargé de liquider et d'ordonnancer les dépenses qui y sont imputables et par le représentant résident de la CTB agissant en qualité de co-ordonnateur chargé d'approuver ces mêmes dépenses.

§2 Cette contribution financière sera versée par la CTB par tranches sur un(des) compte(s) bancaire(s) ouvert(s) au nom du *projet OU programme* à l'initiative de la partie [... (à compléter) ...]

Ce(s) compte(s) sera(ont) actionné(s) sous la double signature de l'ordonnateur et du co-ordonnateur.

§3 Les intérêts générés par le(s) compte(s) bancaire(s) s'ajoutent au budget total du *projet OU programme* et seront régis comme celui-ci.

§4 Le décompte final est vérifié par l'ordonnateur et par le co-ordonnateur. L'affectation, dans le même secteur, du (des) solde(s) créditeur(s) du(des) compte(s) à la fin du *projet OU programme* sera décidée d'un commun accord entre les Parties.

### §5 Passation des marchés publics :

Pour l'attribution des marchés de fournitures, travaux et services, la législation des marchés publics *nigérienne* est d'application.

Toutefois, pour les commandes d'un montant équivalant ou supérieur à ..... 25.000 EUR), l'accord préalable de l'ordonnateur et du co-ordonnateur est requis pour:

- le mode d'attribution du marché (appel d'offres général, appel d'offres restreint ou procédure négociée) ;
- si ce n'est pas un appel d'offres général, la liste des entreprises à consulter et les critères de sa constitution ainsi que les coordonnées de ces entreprises; quel que soit le mode d'attribution du marché retenu, un minimum de trois soumissionnaires doit être valablement consulté;
- les critères d'attribution du marché qui seront utilisés ;
- la proposition d'attribution du marché.

## 7.2. Mise à disposition de l'expertise visée à l'article 5.2 .

§1 Ces experts seront engagés par la CTB.

§2 Le personnel expatrié sera soumis à l'agrément préalable de la Partie *nigérienne*.

§3 Le personnel expatrié non ressortissant de la Partie *nigérienne*, mis à disposition du projet *OU programme* par la CTB, bénéficie des mêmes privilèges et immunités que ceux accordés aux experts des Nations-Unies. Il a notamment le droit d'importer ou d'acheter, en franchise de droits et taxes, conformément à la réglementation *nigérienne* en vigueur, du mobilier et des effets personnels, des équipements électroniques, et des articles, à son usage personnel ainsi qu'à l'usage des membres de sa famille vivant avec lui, importés dans les (6) mois suivant la première installation de l'expert.

Son salaire et ses émoluments sont exonérés de taxes sur le territoire *du Niger*.

Quand requis, il est toutefois assujéti à la sécurité sociale dans le respect de la législation belge (ou *nigérienne*).

La Partie *nigérienne* autorise l'admission temporaire, conformément à la réglementation en vigueur, sous régime de la coopération, d'un véhicule personnel à raison d'un véhicule par famille.

La Partie *nigérienne* délivre à ce personnel une carte tenant lieu de carte d'identité pour étrangers et lui accorde les visas nécessaires selon les modalités en vigueur pour les experts des Nations Unies .

## 7.3 Les bourses de formation seront gérées par la CTB.

## 7.4 Toutes les autres modalités de mise en œuvre de la contribution des Parties seront fixées dans le DTF visé à l'art. 4.

## ARTICLE 8 – Taxes, impôts et droits d'importation.

La contribution belge ne sera en aucun cas utilisée au paiement de tout impôt, droit de douane, taxe d'entrée, et autres charges fiscales (y compris la TVA) sur les fournitures et équipements, travaux et prestations de service.

## ARTICLE 9 – Information réciproque.

Chacune des Parties transmet à l'Autre toutes les informations nécessaires à la bonne marche du *projet OU programme*, y compris les relevés du(des) compte(s) bancaire(s) visé(s) à l'article 7.1 §2 de la présente convention.

## ARTICLE 10 – Contrôle et évaluation.

Chacune des Parties peut à tout moment, moyennant information préalable de l'Autre, procéder, conjointement ou séparément, à un contrôle ou à une évaluation du *projet OU programme*. Le cas échéant, chaque Partie communique à l'Autre, les conclusions de ses contrôles et évaluations.

## ARTICLE 11 – L'après-projet OU après-programme. (à adapter selon la nature du projet et les résultats attendus)

En vue d'assurer la durabilité des résultats du *projet OU programme*, la Partie nigérienne prendra toutes mesures nécessaires au bon fonctionnement et au maintien en état des infrastructures, des locaux et des équipements, telles que des dispositions institutionnelles, administratives, budgétaires (y compris la rémunération des cadres et autres personnels).

## ARTICLE 12 - Durée, prorogation, résiliation, modifications et différends.

- 12.1 La présente convention entre en vigueur le jour de sa signature et est conclue pour une période de (x+12) mois
- 12.2 Cette convention peut être dénoncée par chacune des Parties par note verbale, moyennant un préavis de trois mois (*durée à préciser avec le pays partenaire*). En ce cas, le(s) solde(s) disponible(s) sur le(s) compte(s) bancaire(s) du *projet OU programme* sera(ont) réalloué(s) d'un commun accord au plus tard à l'expiration de ce préavis.
- 12.3 Les dispositions de la présente convention peuvent être modifiées d'un commun accord par échange de lettres entre les Parties.
- 12.4 Tout différend relatif à l'application ou à l'interprétation de la présente convention sera réglé par voie de négociation.

### ARTICLE 13 - Adresses.

Les notifications prévues par la présente convention, et plus spécialement celles qui auraient pour objet sa modification ou son interprétation seront adressées par la voie diplomatique,

Pour la Partie belge : à l'Ambassade qui a le Niger dans sa juridiction.  
à l'attention de l'attaché de la Coopération au Développement à Niamey

Pour la Partie nigérienne :  
à ... (adresse dans le pays)

Les notifications ou la correspondance relatives à l'exécution de ses composantes techniques seront adressées au représentant résident de la CTB pour la Partie belge  
(adresse dans le pays)

et à ... pour la Partie nigérienne  
(adresse dans le pays)

Fait à ....., le ..... en deux exemplaires originaux, chacun en langue (soit anglaise, soit française, soit néerlandaise), tous les textes faisant également foi.

Pour la République du Niger

.....

Pour le Royaume de Belgique

.....

## Les Objectifs de la Politique de Développement de la DGCD

### Introduction

Rappel : Les 25 pays (trop).

La Convention Générale et les modalités de la coopération.

Le Programme Indicatif (les 5 secteurs et les 3 thèmes).

### Structures de concertation locale

- Comité des partenaires : Ministère partenaire + Attaché + CTB.
- Structure Mixte de Concertation Locale : Une par projet. Ministère technique + CTB + Attaché

Ne pas confondre les deux.

### Importance relative des pays pour la Coop. Bil. Dir. (en mio BEF).

1) Rwanda (380) - 2) Congo (260) - 3) Niger (244) - 4) Tanzanie (200 surtout allègements de dette) - 5) Bolivie (idem) - 6) Maroc - 7) Côte d'Ivoire - 8) Tunisie - 9) Burkina - 10) Cameroun - etc

NB : à partir d'un montant inférieur à 100 mioBEF, la CBD n'a plus qu'une efficacité relative.

### Rôle de l'attaché vis-à-vis des services de D10.

Analyse détaillée de la politique locale, des programmes indicatifs de coopération et de leur application sur le terrain;

Dans le cycle des projets :

Raccourcir les délais de mise en oeuvre (ex : signature de la Convention Spécifique avant la formulation).

Cela implique de renforcer l'identification (qui doit être approuvée par le Comité des Partenaires).

Requête officielle.

Rédaction du projet de Convention Spécifique.

Demande d'offre de prix à la CTB pour la formulation.

Rédaction de la convention de mise en oeuvre de la formulation.

Envoi à Bxl avec note motivant la proposition.

DGCD analyse le dossier (complet? + approbation par Autorité compétente + Convention de mise en oeuvre du projet + retour attaché)

Signature de la Convention Spécifique (échange de lettres)

Envoi à DGJ + copie DGCD. + Mise en place de la SMCL.

### Remarques :

L'attaché ne doit pas assurer le monitoring des projets (CTB), ni les identifications (pays partenaire).

Il se charge de la programmation, pas de l'exécution.

La cogestion (ou mieux coresponsabilité) se limite au contrôle de l'utilisation de la contribution belge.

Pas de contrôle de la comptabilité mais suivi des objectifs.

-----  
JPF.